

Quel bilan économique au terme du premier semestre 2015 ?

Les ambitions sont toujours faciles à exprimer en période électorale. Souvenons-nous des 6% et même des 7% promis par certains partis de la majorité actuelle. Entre-temps, les raisonnables parmi les optimistes ont rectifié le tir et le taux de croissance annoncé est maintenu dans l'agenda, mais sa réalisation ne sera comptabilisée qu'à la fin de la législature actuelle. PAR **DRISS AL ANDALOUSSI**

Nous sommes désormais dans la dernière ligne droite pour achever les réformes et réaliser les conditions pour une croissance qui pourrait engendrer des emplois, rééquilibrer nos comptes extérieurs et faire preuve de l'atteinte des objectifs en matière de gestion budgétaire et financière publique. Personne ne peut ignorer la dynamique économique que vit notre pays dans plusieurs secteurs et tous les observateurs ont relevé les politiques publiques volontaristes engagées pour réhausser le niveau de la valeur ajoutée de nos secteurs primaires et secondaires.

Le déficit budgétaire

Nos relations avec les organismes financiers internationaux ont souvent porté sur le train de vie de l'Etat. Lorsque les ressources financières permettent de procéder au financement des services publics et même d'apporter un soutien au secteur privé, les bailleurs de fonds déclarent souvent leur satisfaction ou leur inquiétude sur la soutenabilité d'une gestion publique, en fonction de l'écart entre les ressources et les emplois au niveau d'un budget public. Les données de la TGR à fin mai 2015 font ressortir un solde ordinaire négatif de 6,7 milliards de DH contre 12,3 milliards de DH à la même période de 2014, soit un allègement d'environ 5,6 milliards de DH. Le déficit ordinaire fixé par la Loi de finances 2015 se situe à environ 19 milliards de

DH. L'essentiel de cette performance provient de l'allègement de la facture de la compensation et notamment, de sa composante énergétique et de l'évolution de recettes non fiscales qui passent de 429 millions de DH en mai 2014, à environ 4,2 milliards de DH en mai 2015. L'OCP et la licence de la 4G sont à l'origine de cette amélioration. A noter, que les dépenses de la compensation sont passées de 13,3 milliards de DH à 9,3 milliards de DH, soit une diminution de 29 % par rapport à mai 2014. Les signes d'inquiétude sont toujours là et ont trait à l'évolution des intérêts de la dette qui enregistrent au cinquième mois de 2015 une croissance avoisinant 1,3 milliard de DH. Cette évolution est appelée à durer, en raison des échéanciers de notre dette intérieure et extérieure. La vitesse à laquelle notre endettement évolue à l'égard des institutions financières internationales et notamment, la Banque Mondiale et la BAD, vont allourdir nos futurs échéanciers. Ces institutions n'ont pas de ressources propres importantes et recourent au marché financier pour nous prêter de l'argent. La répercussion des coûts de leurs ressources et le calcul exagéré des commissions de gestion et d'engagement, auront des répercussions négatives sur le service de la dette lors des prochaines années. Le déficit global qui tient compte des dépenses d'investissement et du solde des comptes spéciaux du Trésor ressort à 25,3 milliards de DH contre 32,5 milliards

de DH en mai 2015, soit une amélioration d'environ 6,8 milliards de DH. Le recul de l'investissement de 1,3 Milliard de DH et la compensation, sont les grands contributeurs à ce résultat. Nous devons terminer l'exercice 2015 avec un déficit global d'environ 61,9 milliards de DH. Rien n'est gagné pour l'instant, puisque le déficit enregistré au mois de mai représente 40 % du déficit global prévu par la LF 2015. A ce rythme, le niveau du déficit sera maîtrisé dans les limites prévues.

Les échanges extérieurs

Le déficit commercial est une donnée structurelle de notre économie et ce n'est que grâce aux flux de notre balance de paiement que nous arrivons à le combler. L'écart entre nos importations et nos exportations permet certes, de faire face à nos besoins en équipements, mais aussi et surtout nos consommations. Les produits alimentaires et énergétiques continuent de grever nos déficits extérieurs. La fin de l'année 2014 et le premier trimestre 2015 ont été marqués par l'impact positif de la baisse des produits énergétiques sur le marché international. Nos importations CAF ont enregistré à fin juin 2015, une baisse de 17,6 milliards de DH, par rapport à juin 2014. Le solde négatif de la balance commerciale est passé de 101,3 milliards de DH à 77,1 milliards de DH soit un allègement de 24,3 milliards de DH. Cette évolution est due à la progression du chiffre d'affaires à l'export de l'OCP

Abdelilah Benkirane,
Chef du gouvernement.



de 21%, en atteignant 22,2 milliards de DH contre 18,4 milliards de DH un an auparavant. Les autres sous secteurs de l'industrie ont contribué à cette évolution qui demeure néanmoins modeste par rapport au changement structurel attendu et voulu par les pouvoirs publics et les acteurs économiques. L'automobile, l'industrie électronique, chimique et alimentaire ont contribué à l'allègement du déficit commercial. Les recettes des MRE ont évolué durant les six premiers mois de 2015 en atteignant 29,1 milliards de DH contre 27,7 milliards de DH une année auparavant. La rubrique «voyages» qui a enregistré des recettes de l'ordre de 24,4 milliards de DH contre 26,1 milliards de DH en juin 2014 reflète les difficultés de maintenir et d'améliorer la demande touristique extérieure sur notre pays. Les marocains et les résidents ont dépensé pour leurs voyages un montant de 5,5 milliards de DH, soit presque le même niveau que celui atteint en juin 2014. Les flux des IDE ont enregistré une évolution de 19,6% pour atteindre environ 13 milliards de DH, contre 10,86 milliards de DH en juin 2014. Les dépenses liées à ces IDE constatées par les rendements des investissements ou le rapatriement du produit de leur cession, ont atteint environ 3,9 milliards

de DH contre 3,2 milliards de DH une année auparavant .

L'agriculture

La production agricole reste un facteur déterminant dans les résultats obtenus au terme d'un exercice pour notre économie nationale. C'est pour cette raison, que le débat autour du taux de croissance enregistré ou prévisionnel provoque des réactions politiques trop expressives. L'année 2015, sera une année exceptionnelle au niveau de la production céréalière et fera de la valeur ajoutée agricole une variable prédominante dans le taux de croissance. Les 110 millions de quintaux de céréales récoltés et les quantités attendues au niveau des autres filières et qui sont annoncées comme étant «favorables» contribueront à la performance attendue au terme de 2015. Les données disponibles à la fin du mois de juin font ressortir un taux de croissance du secteur primaire de 12,9% selon le HCP. Les effets du Plan Maroc Vert sont attendus et devront, en principe, changer les données structurelles de notre agriculture et la rendre moins vivrière et créatrice de richesses et d'emplois stables.

La restructuration de ce secteur au niveau des filières est en cours et les contrats programmes ont couvert l'ensemble des sous secteurs. En attendant , il est plus

que primordial de continuer le travail de restructuration et de donner un élan réel à l'agriculture solidaire en clarifiant le cadre de l'agrégation .

L'industrie et l'emploi

Le secteur secondaire devrait connaître un choc pour passer à la vitesse supérieure. Sa part dans le PIB est toujours modeste et devra au moins atteindre 20% pour donner une stabilité à notre économie et pour contribuer à alléger les pressions exercées sur le marché de l'emploi. Le Plan d'Accélération Industrielle est venu pour donner ce nouveau souffle qui manquait à notre industrie. La méthode est bonne et le concept d'écosystèmes combiné avec une contractualisation de la relation avec l'Etat pourrait pousser à la créativité. En attendant 2025, le secteur de l'automobile est en train de faire bouger les lignes au niveau de notre balance commerciale. Les chiffres de nos exportations ont atteint 24,1 milliards de DH à fin juin 2015, soit une augmentation de 7,1% par rapport à la même période un an auparavant. La tendance devrait se renforcer à la fin de l'année et surtout dans les prochaines années avec PSA qui installera sa plateforme de production en 2017 à Kénitra. Les autres composantes du secteur secondaire n'ont pas enregistré de performances importantes(0,4%) par rapport à la même période de l'année 2014.

L'emploi et la création de nouveaux postes pour les nouveaux arrivants sur le marché du travail, restent en deçà des attentes. Le taux de chômage atteint le seuil des 10 % et les sous emplois s'approchent de 10%. La création de 200 000 emplois par an est l'objectif de la nouvelle stratégie de l'emploi présentée par le gouvernement. C'est une stratégie qui a besoin d'un arsenal fait d'outils favorisant la coordination entre les départements ministériels et la convergence des politiques publiques. Vaincre le chômage est toujours classé au rang des priorités qui sont difficiles à atteindre. Quels que soient les résultats atteints, la création d'emplois reste le point central dans l'évaluation de l'action publique et des bilans politiques... ■